

Par Sacha Wigdorovits



des enfants de Gaza qui, à l'instar de l'action de relations publiques de Beat Jans, ont été amenés en Belgique.

Mercredi dernier, le parlement de la ville de Zurich, le conseil municipal, a transmis un postulat au gouvernement de la ville demandant l'accueil d'enfants de Gaza victimes de la guerre et d'environ 80 accompagnateurs.

Il est peu probable que cette initiative soit un jour mise en œuvre. En effet, le Conseil d'Etat du canton de Zurich refuse de participer à cette action initiée par la Confédération. Il a justifié sa décision par de graves problèmes de sécurité concernant les personnes accompagnant les enfants blessés par la guerre à Gaza.

À juste titre. Comme ces accompagnateurs ne peuvent quitter la bande de Gaza qu'avec la bénédiction du Hamas, on peut supposer qu'ils appartiennent eux-mêmes au Hamas ou du moins qu'ils en sont très proches. Sinon, le groupe terroriste ne leur aurait pas accordé le privilège de partir pour la Suisse et d'y demander l'asile – comme le conseiller fédéral Beat Jans le leur a laissé entrevoir.



Il n'est guère surprenant que l'intervention ait tout de même obtenu une majorité au conseil municipal de Zurich. En effet, le parlement de la ville est dominé par les rouges et les verts. Il s'agit donc de deux partis qui, au niveau national, se sont toujours engagés en faveur des Palestiniens et contre Israël.

En revanche, il est frappant de constater que le postulat a également été soutenu par des juifs. En effet, avant le débat au conseil, le « Forum juif suisse – Gescher » avait envoyé un courriel à tous les groupes du conseil municipal pour leur demander de soutenir le postulat.

Gescher a accusé le Conseil d'Etat zurichois d'avoir une « attitude pleine de relents racistes » en raison de son refus de participer à l'action de la Confédération. Gescher a rejeté les préoccupations sécuritaires du gouvernement cantonal, les jugeant infondées. Enfin, les personnes quittant Gaza seraient « soigneusement contrôlées par plusieurs instances suisses et internationales afin de garantir les plus hauts standards de sécurité ».

Cette affirmation de Gescher est au mieux naïve, en tout cas fautive. En effet, à Gaza, c'est le Hamas qui décide qui peut partir, le gouvernement israélien a beau se réjouir de voir des membres du Hamas émigrer de la bande de Gaza vers un exil loin d'Israël, le service de renseignement fédéral n'a aucun moyen de vérifier l'identité de ces personnes.

L'email de Gescher aux groupes du conseil municipal de Zurich est donc la preuve qu'il y a aussi des « idiots utiles » (Leon de Winter) au sein de la communauté juive en Suisse qui soutiennent le Hamas par leurs actions irréfléchies.

La bonne nouvelle, c'est qu'ils sont peu nombreux. L'e-mail de Gescher aux conseillers municipaux de Zurich est certes rédigé au nom des « personnes juives de Zurich ». Mais cela sonne plus que ce n'est en réalité le cas. En effet, l'appel n'est signé que par sept personnes : Les membres du conseil d'administration de Gescher.

Dina Pomeranz, professeur à l'université de Zurich (UZH), qui travaille donc pour ce même conseil d'Etat qu'elle accuse de racisme, en fait partie. Mais Pomeranz n'a pas à craindre de conséquences pour elle.

Ainsi, la directrice du département cantonal de l'éducation, la conseillère d'Etat Silvia Steiner, a répondu à une demande de FokusIsrael.ch en ces termes : « L'UZH



est un établissement autonome de droit public. La directrice de l'éducation n'est pas la patronne des employés de l'université et n'intervient pas non plus dans les questions de droit du personnel ».

Mais en principe, poursuit Mme Steiner, tous les employés cantonaux peuvent invoquer la liberté d'expression malgré leur devoir de loyauté. Pour l'ancienne procureure, il n'y a donc pas de violation du devoir de loyauté lorsqu'on traite publiquement ses chefs de « racistes ».

Il n'est pas certain que les 500 personnes qui avaient soutenu Gescher en 2024 lors de sa création puissent s'identifier à l'email envoyé au conseil municipal.

« Il va de soi que les personnes qui avaient signé la déclaration ouverte de l'été 2024 ne sont pas pour autant automatiquement membres ou coresponsables des déclarations du conseil d'administration de Gescher », explique Timrah Schmutz, directrice générale.

Parmi les soutiens de Gescher en 2024 figuraient également Edi Rosenstein et Arthur Braunschweig, co-candidats à l'élection présidentielle de la plus grande communauté juive de Suisse, l'Israelitische Cultusgemeinde Zürich, ICZ, le 8 décembre. Cette situation est d'autant plus piquante que l'ICZ s'est distanciée de l'email de Gescher en termes très vifs dans une prise de position propre adressée au Conseil d'Etat zurichois.

L'ancien cosignataire de Gescher, Edi Rosenstein, n'est donc pas à l'aise avec l'email du comité directeur de l'association. « Je n'ai rien à voir avec cet e-mail et je n'en savais rien au préalable, car je ne fais pas partie de l'organisation de Gescher et ne suis pas membre de l'association », a déclaré Edi Rosenstein (bien qu'il figure toujours sur le site Internet de Gescher en tant que cosignataire de la déclaration de création de l'association). Et de poursuivre : « Je n'apprécie pas le ton de l'appel et certaines formulations ».

Contrairement au courrier du comité directeur de Gescher, Rosenstein ne se distance pas du contenu. Sur la question fondamentale de savoir si la Suisse doit ou non accueillir des enfants et des accompagnateurs de Gaza, il se contente de dire : « On peut voir les choses d'une manière ou d'une autre ».

Au moment de la publication de cet article, le partenaire de Rosenstein pour l'élection présidentielle de l'ICZ et co-suppporteur de Gescher, Braunschweig, ne



Les juifs suisses, idiots utiles du Hamas

s'est pas encore exprimé.

Il en va tout autrement de la candidate opposée de Rosenstein et Brunswick à l'élection à la présidence de l'ICZ, Noëmi van Gelder. Elle condamne sans équivoque le courriel du conseil municipal de Gescher : « Le fait que Gescher attribue des motifs racistes au conseil municipal est présomptueux, politiquement irresponsable et ne représente pas la communauté juive de Suisse ».

Elle est très reconnaissante au Conseil d'Etat zurichois pour son évaluation minutieuse de la politique de sécurité, dit van Gelder. « Les préoccupations sécuritaires de nombreux Zurichois juifs sont réelles, et le Conseil d'Etat les prend au sérieux ». Selon lui, l'aide aux enfants de Gaza doit être apportée dans la région, sans risque pour la sécurité de la population en Suisse.





Les juifs suisses, idiots utiles du Hamas

Endoctrinés dès leur plus jeune âge à tuer des Juifs : De tels enfants et leurs proches sont désormais amenés en Suisse.

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.